



# Mettre à profit l'été pour réussir la rentrée

*L'éditorial de Jean-Claude Mailly,  
Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 10 juillet 2013*

Retraites: une délégation FO a été reçue par le Premier ministre le 4 juillet 2013. Nous y avons réaffirmé nos positions sur la question, c'est-à-dire à la fois nos «lignes rouges» et nos revendications et solutions.

Parmi les lignes rouges figure notamment l'allongement de la durée de cotisation nécessaire pour avoir une retraite ou une pension à taux plein.

Allongement dont le principe a déjà été évoqué par le président de la République au motif, déjà énoncé par l'ancienne majorité, que l'espérance de vie augmentant, il est logique que nous travaillions plus longtemps!

Nous avons démonté cet argument en rappelant notamment:

- Que la question est d'abord et avant tout un choix de politique économique;
- Que ce n'est pas un signe d'espoir pour les jeunes générations de leur dire que pour avoir une retraite ils devront travailler de plus en plus longtemps. Déjà la génération née en 1974 avait, à 30 ans, trois ans de cotisation de moins que son aînée née en 1950!
- Que tout allongement a des effets multiples. Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, nombre de grands-parents ne pourraient plus garder leurs petits-enfants (coût estimé de 2 à 4 milliards d'euros par an);
- Que dans le privé, un salarié(e) sur deux qui demande la liquidation de sa retraite n'est plus en activité et que le chômage des seniors est celui qui a le plus augmenté en un an.

L'allongement est donc une mauvaise solution, elle ne se justifie que pour répondre aux conditions du pacte budgétaire européen. Ce n'est pas, par ailleurs, facteur d'optimisme pour les jeunes générations.

Avec de tels raisonnements, les anciens n'auraient jamais créé et développé la Sécurité sociale.

Au titre des propositions et revendications, Force Ouvrière a notamment réaffirmé ses positions en matière de recettes.

Exemples:

- 1 point d'augmentation des salaires génère 650 millions d'euros de recettes supplémentaires pour la seule caisse vieillesse;
- L'État oublie de compenser chaque année à cette même caisse, 1,1 milliard d'euros;
- 100.000 emplois, c'est encore 450 millions d'euros de recettes supplémentaires;
- 1 point de cotisation, c'est 4 à 5 milliards d'euros de recettes.

Nous avons par ailleurs réaffirmé nos positions concernant les polypensionnés, la pénibilité et l'égalité hommes/femmes.

Réunie le 5 juillet, la Commission exécutive confédérale a débattu de la situation. Elle a décidé d'une mobilisation dans la première quinzaine de septembre sur les retraites, les salaires et l'emploi, tout étant lié. Des contacts auront lieu avec d'autres organisations syndicales cette semaine. Tract et documents d'information vont sortir.

L'été ne sera pas seulement une période de repos, ce sera aussi une période à mettre à profit pour réussir cette mobilisation. Au nom des droits sociaux, de la solidarité, de la dignité, du respect et de l'avenir des jeunes générations.

Et comme nous l'avons dit au Premier ministre, une réforme courageuse n'est pas obligatoirement impopulaire.